

BILAN JURIDIQUE 2019

I- Activité non contentieuse

Consultations juridiques dispensées en 2019

Nb de consultations avec participation aux frais	Impact global en €	Nb de thématiques abordées
12	1 910 €	13

Comparatif 2018

Nb de consultations avec participation aux frais	Montant de la participation aux frais	Nb de thématiques abordées
12	2 750 €	9

Une trentaine de sollicitation ont été traitées sans participation financière au service. Il s'agissait soit de réorienter les personnes vers les bons services administratifs ou vers des avocats, soit d'un temps très limité, aucune recherche juridique n'étant nécessaire.

Les thématiques qui ont été abordées sont toujours aussi diversifiées: pêche, protection de la nature, préservation de l'eau et des milieux aquatiques, préservation du bocage, conflit de voisinage, produits phytosanitaires, Déchet, ICPE, association (administration, gestion), enquête publique, communication de documents administratifs, procédure.

Formations-Conférences-Débats

-> Présentation du principe d'équilibre en droit de l'urbanisme dans le cadre de la lutte contre l'artificialisation

Plaidoyers-Réunions-Echanges

Avec des acteurs institutionnels:

-> Une deuxième réunion a eu lieu avec le Procureur de Coutances pour présenter la politique pénale mise en place. Manche-Nature lui a présenté les sujets qui l'ont préoccupé depuis notre dernière rencontre. Invitation à la réunion spéciale COPEN/Association.

> participation à la réunion du comité opérationnel de la police de l'environnement avec les associations agréées de protection de l'environnement (présentation du COPEN aux associations, échanges sur les difficultés rencontrées par les associations en matière de police de l'environnement, propositions des associations pour le COPEN)

-> participation à la réunion du comité de suivi de la cueillette des salicornes

-> participation à la réunion DDTM sur le sujet de la construction des bergeries sur le littoral

-> participation à la réunion avec le garant de la concertation publique au sujet de l'ouverture à l'urbanisation de la Herberdière

Avec des acteurs privés

-> participation au travail de préparation de la réunion publique du 6 janvier 2020 au sujet de l'ouverture à l'urbanisation de la Herberdière (adhérents et associations locales)

-> participation à un échange sur l'activité d'agneau de pré-salé

-> participation à un échange sur les fermes usines (autres associations départementales, régionales et nationales)

Dans le cadre d'enquêtes publiques et autres consultations publiques

-> préparation du dossier de demande de mise en place d'une concertation publique dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de la ZAC de la Herberdière

-> rédaction et dépôts des observations dans le cadre de l'enquête publique relative à l'extension de la carrière de Doville.

Publication

3 numéros de combat juridique ont été rédigés et publiés

Autres

Le service juridique a participé aux entretiens d'embauche du salarié juriste de FNE normandie.

Il a accueilli une stagiaire pour commencer le travail sur le guide juridique de la préservation du bocage. Clara B. Continue de s'y investir bénévolement.

Il a rédigé des communiqués de presse, a participé à des interviews et des conférences de presse sur les thèmes suivants: Tourbière de Bauppte, plan régional de prévention et de gestion des déchets de Normandie, destruction des goélands et de leurs oeufs sur Chausey et Granville, cueillette des salicornes. Média concerné cette année: Manche-Libre, Ouest France, France bleue Cotentin, Normandie actu, Gazette de la Manche,

Il continue à soutenir techniquement les bénévoles siégeant au sein de diverses commissions départementales et locales.

II- Activité contentieuse

Synthèse des affaires gagnées ou perdues devant les juridictions en 2019

Affaire	Juridiction	✓ = Gagnée X = Perdue	Résultat appel ou cassation	Date jugement ou arrêt	Contentieux	Etat	Dommages intérêts octroyés / €	Frais octroyés / €	Condamna- tion aux frais / €	Impact total / €	Autre réparation	Impact nature / pollution
1 Autorisation destruction 80 goélands archipel Chausey (arrêté 2016)	Cour administrative d'appel Nantes	✓	annulation 1ère instance	01/02/19	Administratif	Définitive	/	1000	/	1000	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
2 Défrichement illicite Jullouville (mare du Bouillon)	Tribunal correctionnel Coutances	X	/	26/02/19	Judiciaire	Appel	/	/	/	0	/	destruction boisement
3 Cueillette professionnelle des salicornes arrêté de 2017	Tribunal administratif Caen	✓	/	21/03/19	Administratif	Définitive	/	800	/	800	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
4 Autorisation destruction 80 goélands archipel Chausey (arrêté 2017)	Tribunal administratif Caen	✓	/	21/03/19	Administratif	Définitive	/	500	/	500	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
5 Stérilisation des oeufs de goéland – autorisation 2017 (Granville)	Tribunal administratif Caen	✓	/	21/03/19	Administratif	Définitive	/	500	/	500	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
6 Autorisation destruction habitats d'espèces protégées – carrière de Saint-Sébastien de Raids	Tribunal administratif Caen	✓	/	21/03/19	Administratif	Appel	/	800	/	800	/	préservation de 50hectares de milieux naturels constituant des habitats d'espèces protégées
7 Braconnage saumon juin 2017	Tribunal correctionnel Coutances	✓	/	02/07/19	Judiciaire	Définitive	500	500	/	1000	publication jugement	évolution des pratiques administratives et des comportements
8 Plan régional de prévention et de gestion des déchets de Normandie	Tribunal administratif Caen	✓	/	04/07/19	Administratif	Définitive	/	0	/	0	/	Prévention et gestion des déchets
9 PLU Granville	Cour administrative d'appel Nantes	X	annulation 1ère instance	21/10/19	Administratif	Définitive	/	/	3 000,00 €	-3 000,00 €	/	destruction de plus de 34hectares d'espaces naturels et agricoles (prairies)
10 Tourbière de Bauppte: destruction espèces végétales par extraction de tourbes	Tribunal correctionnel Coutances	✓	/	15/10/19	Judiciaire	Appel	7690,5	500	/	8190,5	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
11 Epanchage effluents socopa: non respect des prescriptions réglementaires	Tribunal police Coutances	✓	/	04/11/19	Judiciaire	Définitive	800	500	/	1300	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
12 Centre d'enfouissement de cuves: non respect des prescriptions réglementaires	Tribunal police Coutances	✓	/	04/11/19	Judiciaire	Définitive	700	250	/	950	/	évolution des pratiques administratives et des comportements
13 Autorisation d'exploiter deux microcentrales utilisant le cours d'eau de la Vire	Cour administrative d'appel Nantes	X	confirmation 1ère instance	28/11/19	Administratif	Définitive	/	/	750	-750	/	destruction frayères, atteinte à la qualité de l'eau
14 Instauration d'une commission de suivi de site / carrière de lieusaint (1)	Tribunal administratif Caen	X	/	05/12/19	Administratif	Définitive	/	/	0	0	/	Information / participation du public
15 Stérilisation des oeufs de goéland – autorisation 2018 (Granville)	Tribunal administratif Caen	✓	/	05/12/19	Administratif	?	/	100	/	100	/	évolution des pratiques administratives et des comportements

Pour mémoire:

✓ = 11	A = 7	Définitive = 5	0	2900	
		Appel = 1	0	800	
	J = 4	Définitive = 3	2000	1250	
		Appel = 1	7690,5	500	
	A+J = 11	Définitive = 8	2000	4150	6150
		Appel = 2	7690,5	1300	
X = 4	A = 3	Définitive = 3	0	3 750,00 €	
	J = 1	Appel = 1	0	0	
	A+J = 4	/		3750	
Taux de succès: 73,33%	Total A = 10 Total J = 5				Solde + 2400

Contentieux évités

N°	Affaire	Procédure	Date de résolution	Matière contentieuse	Dommages et intérêts obtenus/€	Frais obtenus /€	Impact total / €	Autres réparations	Impact nature
16	Permis de construire à Avranches	Signalement DDTM	7/01/19	Administrative	/	/	/	Retrait des permis	Préservation d'une zone humide et d'un espace remarquable du littoral
17	Pub engins motorisés (Ford)	TGI Quimper conciliation civile	08/19	Judiciaire	750 €	/	750 €	Retrait des publicités illicites	Évolutions des pratiques et des comportements

Commentaire

NB l'ensemble des affaires ont fait l'objet d'un ou plusieurs articles dans la revue *Combat Juridique*. Pour plus détail sur ces combats, il y sera renvoyé.

Affaire 2: La commune s'est également constituée partie civile. Elle aussi a fait appel du jugement rendu.

Affaire 9: Cette action a été menée conjointement avec Granville Environnement. Cette affaire avait fait l'objet d'un arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes de sursis à exécution le 5 avril 2019.

Affaire 13: Cette action a été menée conjointement avec l'AAPPMA Saint Lô

Affaire 14: Cette action a été menée avec le soutien de l'association locale Bocag'aire

Affaire 16: Cette action a été menée parallèlement au recours gracieux d'une personne physique

Affaire 17: Manche-Nature s'est jointe à FNE dans le cadre de cette affaire. Elle s'inscrit plus largement dans une action nationale de lutte contre les publicités illicites d'engins motorisés dans les milieux naturels

Compartif

Attention, sur les aspects financiers ci-dessous, il n'est pas tenu compte des charges liées à l'activité juridique. Les sommes indiquées ne sont pas les sommes perçues par l'association, mais octroyées par les juges du bilan. Elles ne sont pas toujours récupérées dans l'année en cours et certaines sont en fait des confirmations de frais ou de dommages et intérêts prononcés en première instance. Il peut aussi s'agir de sommes non définitives pour cause d'appel ou de pourvoi. Pour toutes ces raisons, il convient de se reporter au bilan comptable pour avoir une vision réaliste des comptes de l'activité juridique.

Année	Nb d'affaire	Taux de succès	Sommes cotroyées ou confirmées en €	Condamnation en €	Impact total en €
2019	15	73,33%	15 140,50 €	3 750 €	11 390,50 €
2018	9	66,50%	10 050,00 €	750 €	9 300,00 €
2017	12	41,60%	4 250,00 €	3 700 €	550,00 €

Contentieux engagés en 2019 devant les juridictions de première instance, non encore jugés

N°	Affaire	Juridiction	Date
1	Stérilisation des oeufs de Goeland - autorisation 19 (Granville)	Tribunal administratif Caen – recours pour excès de pouvoir	14/06/19
2	Responsabilité de l'Etat – délivrance illégale d'autorisation de destruction d'oeufs d'une espèce protégée	Tribunal administratif Caen – recours en responsabilité pour faute (illégalité fautive)	9/09/19
3	Curage sans autorisation du cours d'eau la Bijude à Saint Vaast la Hougue	Tribunal correctionnel Cherbourg – Constitution de partie civile	8/10/19
4	Braconnage saumon juillet 2017	Tribunal correctionnel Coutances – constitution de partie civile	10/12/19